

Alain Chouet

**SEPT PAS
VERS L'ENFER**

**Séparatisme islamiste :
les désarrois d'un officier
de renseignement**

Flammarion

Sept pas vers l'enfer

DU MÊME AUTEUR

La Sagesse de l'espion, L'Œil Neuf-Jean-Claude Béhar
Éditions, Paris, 2010.

*Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste :
fausses pistes et vrais dangers*, éditions La Décou-
verte, Paris, 2013.

Alain Chouet

Sept pas vers l'enfer

Séparatisme islamiste : les désarrois
d'un officier de renseignement

Préface de Pierre Conesa

Flammarion

© Flammarion, Paris, 2022
87, quai Panhard-et-Levassor
75647 Paris Cedex 13
Tous droits réservés
ISBN : 978-2-0802-4938-8

Avertissement

Les propos, opinions et jugements exprimés dans ce livre sont strictement personnels à l'auteur, qui en assume toute la responsabilité. Ils ne sauraient en aucun cas être présentés, cités ou interprétés comme des prises de position officielles ou officieuses de l'État ou de l'un quelconque de ses services ou administrations.

À la mémoire de Rémy Leveau (1932-2005), premier agrégé français de science politique, professeur des universités et diplomate.

Préface

Alain Chouet est un combattant du front, un acteur du contre-terrorisme où il a passé la plus grande partie de sa vie professionnelle. Arabophone, plusieurs fois en poste à l'étranger, il ne raconte pas dans son récit quelque opération secrète destinée à montrer ce monde caché qui plaît tant dans les romans. Il raconte ses désillusions face au monde politique et intellectuel, de nombreuses fois informé et alerté, qui a toujours refusé de croire à la poussée salafiste jusqu'à la décapitation de Samuel Paty, pourtant la troisième du genre contre des citoyens français. Le monde de ceux-là mêmes qui, à chaque attentat, font l'audit expert des « failles » des services de police et de renseignement ; ceux-là qui, une fois les couronnes mortuaires séchées, font de profonds discours immédiatement tempérés par du « pas d'amalgame », « pas de stigmatisation »

Sept pas vers l'enfer

alors que personne d'autre qu'eux, et surtout pas l'auteur, n'envisage de telles généralisations.

Parfait connaisseur du monde arabe et de la culture musulmane qu'il a longuement étudiée, Alain Chouet est donc un héritier de Simon Leys effeuillant les « habits neufs du président Mao » ou de Gide dans son « retour d'URSS ». Mais son sujet n'est pas l'analyse du fait terroriste, c'est le regard « d'observateur animalier » qu'il porte sur la classe politique et intellectuelle française. Il constate comme beaucoup d'autres la profonde pénétration salafiste et frériste en France, soutenue avec constance par des pays du Golfe. Il dissèque les différentes mesures politiques pour casser le thermomètre quand la fièvre monte afin de « ne pas jeter d'huile sur le feu », pour soigneusement ranger sur une étagère, aussi haute que possible, les rapports alarmants comme ceux de la commission Stasi et du rapport Obin, tous deux de 2003 (dix-huit ans déjà...), les nombreux livres d'hommes de terrain, etc., tous bien évidemment inspirés quelque part par une intolérable « islamophobie »...

« L'autruchisme » fut une pratique des différents gouvernements préférant toujours laisser la patate chaude aux successeurs, *a fortiori* à l'approche d'élections. Les « droits-de-l'hommes » en retard d'une guerre se cantonnent aux principes et aux communiqués de dénonciation préenregistrés sur le caractère « liberticide » de quelque projet législatif présenté par quelque gouvernement que ce soit. Exemples : l'indispensable suivi postcarcéral de détenus dont on connaît

Préface

la dangerosité, la déchéance de nationalité, la réforme du droit d'asile... Le dernier épisode du genre est la dénonciation du projet de loi sur le « séparatisme », pièce maîtresse selon eux d'un vaste projet qui, additionné aux mesures sanitaires anti-Covid, pose les jalons d'une future dictature.

Ce livre n'est pas pessimiste, il est réaliste. L'auteur est en droit de s'étonner comme beaucoup, alors que nombre de Français de culture musulmane dénoncent les radicaux parfois au risque de leur propre sécurité, d'entendre la classe politique et intellectuelle préférer évoquer la menace éventuelle du Rassemblement national plutôt que la barbarie bien réelle des salafistes djihadistes qui ont tué plus de 300 personnes et en ont blessé 900 dans les rues des villes de notre pays.

On a déjà connu par le passé, en France, cette « trahison des clercs ».

PIERRE CONESA
MARS 2021

MARCHER VERS L'ENFER

Séparatisme et violence islamiste, réalités complexes longtemps et délibérément ignorées

Le présent essai ne prétend ni à l'objectivité scientifique et documentée de l'universitaire, ni à l'exhaustivité descriptive du doctorant, ni à la rigueur sourcilleuse du journaliste d'investigation, encore moins à la vision clinique du psychologue, du criminologue ou du sociologue. Je n'entends apporter ici que mon témoignage d'observateur de terrain un peu enrichi de ses études approfondies de la langue arabe, du droit et de la science politique, de mes nombreuses années de résidence au Levant et au Maghreb et de mes quarante années d'exercice du métier d'officier de renseignement particulièrement concentrées sur les problématiques de l'islamisme et du terrorisme. Au soir de ma vie, je me retourne sur ces quarante dernières années en me demandant comment on en est arrivé dans ce pays à un tel degré de violence, de dissensions sociales, de « séparatisme » puisque le mot

Sept pas vers l'enfer

est à la mode. Qu'avons-nous raté? Qu'avons-nous ignoré? Qu'avons-nous refusé de voir et pourquoi? Peut-on encore, sans revenir en arrière, changer la donne et trouver des formes d'apaisement sans lesquelles nous sommes irrémédiablement condamnés à la rupture et à la violence?

C'est pourquoi, bien que pour des raisons de méthode j'évite ordinairement de le faire, j'écris à la première personne du singulier et je ferai un large usage des notes, billets, extraits d'articles que j'ai publiés et de conférences que j'ai prononcées, patiemment réunis depuis vingt-cinq ans, sur les questions de la violence terroriste qui ont constitué le cœur de ma longue carrière au sein du service de renseignement extérieur français. J'ai bien conscience que, comme tout témoignage, celui-ci est nécessairement partiel puisqu'il expose l'angle de vue particulier et évidemment réduit d'un professionnel des problématiques de sécurité collective. Il ne vise donc qu'à alimenter le débat et la réflexion sur ce qui apparaît de plus en plus comme une faille profonde de notre collectivité nationale susceptible de dégénérer en affrontements civils.

Pour la première fois de ma vie, j'ai aussi entendu en cette fin d'année 2020 des responsables politiques français, président de la République et Premier ministre, admettre du bout des lèvres qu'il existait bel et bien des problèmes de violence et de cohésion sociale dans ce pays. C'était tout de même un timide premier pas qu'il faut saluer puisque, depuis plusieurs

Marcher vers l'enfer

décennies, la technostucture et nombre de cercles universitaires et intellectuels de l'Hexagone affirmaient sans sourciller que ces problèmes n'existaient pas. Leur évocation relevait d'un « ressenti » subjectif invérifié et invérifiable par des citoyens crispés sur des valeurs obsolètes ou séduits par des discours populistes. Au pire pouvait-on déplorer quelques phénomènes d'exaspération localisés, mais bien compréhensibles, puisqu'ils étaient l'inévitable conséquence du chômage, du dénuement, de l'exclusion, de l'état de nécessité dans lequel se trouvaient de pauvres hères confinés dans des ghettos misérables, parqués et marginalisés par des « Français de souche » fondamentalement intolérants, xénophobes et racistes qui ressentaient de façon fantasmée quelques « incivilités » comme des violences insupportables.

Mais au bout de trente années de désordres urbains répétés, après l'explosion du trafic de stupéfiants assortie de règlements de comptes à l'arme de guerre, après les caillassages multiples et récurrents dans certains quartiers des véhicules de police, de pompiers, d'ambulances, après les incendies festifs de milliers de voitures dans d'autres ou dans les mêmes, après les attaques de commissariats de police et de gendarmeries au cocktail Molotov, aux explosifs improvisés ou à la voiture bélier, après la multiplication exponentielle de vols avec violences sur la voie publique et jusque dans les domiciles privés, il a fallu se rendre à l'évidence : le « ressenti » du citoyen moyen, si décrié

Sept pas vers l'enfer

dans certains cercles parisiens, s'appuyait tout de même sur une réalité bien tangible et même quantifiable, au point qu'on a préféré en 2019 « casser le thermomètre » en supprimant l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, organisme officiel dépendant du Premier ministre qui était justement chargé de cette quantification... Mais la prise de conscience était d'autant plus incontournable que cette constante marche vers le désordre social le plus absolu se couronnait depuis plus de cinq ans d'attentats individuels et collectifs qui ont fait au moins 300 morts pour finir – sans doute provisoirement – par la décapitation médiatisée d'un professeur de collège, sidérante et consternante pour la plupart, mais accueillie avec jubilation dans certains milieux.

La reconnaissance de la gravité de cette situation ne semble pas s'être faite sans embarras ni douleur. À l'automne 2020, la valse-hésitation sur le choix des mots, puisqu'il faut tout de même bien nommer les choses, a eu quelque chose de pathétique, voire de dérisoire. Fallait-il parler de séparatisme, de communautarisme, d'intégrisme, de djihadisme, de salafisme, d'islamisme ? Autant de faux-fuyants pour tenter de contourner l'incontournable. Le Premier ministre a fini par trancher en osant désigner l'islam politique comme le nœud du problème. Ce n'était sans doute pas, et l'on verra pourquoi, la plus juste façon de pointer du doigt la source des difficultés, mais il était enfin temps de briser un tabou de la bien-pensance

Marcher vers l'enfer

qui avait interdit pendant plusieurs décennies d'évoquer, même en termes allusifs ou feutrés, le fait que la France avait un problème, non pas avec, mais au sein de sa minorité de confession musulmane. Ce n'est pourtant pas faire injure aux musulmans ni se montrer raciste ou xénophobe de penser et de dire que s'il existe des fondamentalistes islamiques violents, on a plus de chances de les trouver parmi eux qu'ailleurs. C'est d'autant plus inattaquable que, il faut le répéter sans cesse, les premières et plus nombreuses victimes du salafisme violent sont des musulmans. Ce n'est pas non plus se montrer raciste ou xénophobe d'observer que, s'il est évident qu'on trouvera des salafistes violents au sein de la communauté musulmane, et même s'ils n'en sont qu'une infime partie, on en trouvera d'autant plus que cette communauté est importante. C'est purement statistique et n'implique aucun jugement de valeur.

Et c'est pourtant là une évidence dont il a été jugé en France pendant près de quatre décennies qu'il était inconvenant, moralement et parfois judiciairement condamnable d'évoquer l'existence. Donnons quand même acte à ce gouvernement d'avoir nommé les choses. Mais la reconnaissance de l'état des faits s'est accompagnée d'une ignorance manifeste du contenu des faits eux-mêmes. À entendre les uns et les autres, il apparaissait qu'on en découvrait l'étendue à la lueur d'une douzaine d'agressions récentes et spectaculaires, émanations plus ou moins incompréhensibles et injustifiées de conflits lointains au Maghreb,

Sept pas vers l'enfer

au Levant, en Afrique, en Asie centrale auxquels nos armées auraient eu la mauvaise idée de se mêler. Pour nos responsables politiques, nos élites intellectuelles et nos médias, ce n'est pourtant pas faute d'avoir été sensibilisés, prévenus et mis en garde.

Dès 1984, l'universitaire Gilles Kepel, dans un ouvrage magistral¹, analysait, à la suite de l'assassinat du président Sadate, l'émergence en Égypte d'un courant fondamentaliste islamique populiste, historique, mais jusque-là marginal, agrégeant le ressentiment des déshérités contre des pouvoirs locaux prédateurs et leurs alliés ou protecteurs occidentaux. Habilement manipulés par des idéologues en mal de pouvoir, ces « *bidoun*² » ont été peu à peu convaincus que la déchéance de la civilisation arabo-musulmane, si flamboyante à ses débuts, ne pouvait être due qu'à la conjonction de l'abandon de l'islam des origines et à un complot planétaire contre le monde musulman. À partir de cette conviction, le terreau était prêt pour l'instrumentalisation à des fins diverses d'une exaspération qui avait enfin trouvé ses cibles. Kepel et ses équipes du CERI (Centre d'études et de recherches internationales) de Sciences Po ont depuis publié sans relâche à un rythme quasi annuel des ouvrages d'une

1. *Le Prophète et Pharaon*, Gilles Kepel, Éditions La Découverte, Paris, 1984.

2. *Bidoun* en arabe veut dire « sans ». Le mot est employé pour désigner ceux qui n'ont rien. Version orientale des « sans-dents »...

Marcher vers l'enfer

grande rigueur scientifique¹ sur l'extension du phénomène à l'ensemble du monde arabe et musulman avant de gangrener les communautés émigrées et de les dresser contre les sociétés d'accueil. On verra comment et pourquoi ces ruptures n'ont rien de spontané, mais correspondent étroitement à la stratégie globale de l'association internationale des Frères musulmans et comment cette stratégie a été utilisée à des fins politiques par différents États.

À la suite des attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar-es-Salam en 1998, le journaliste français de la Radio suisse romande Richard Labévière publie chez Grasset *Les Dollars de la terreur*, livre dans lequel il démontre comment l'instrumentalisation incontrôlée puis l'abandon de militants djihadistes par les États-Unis et l'Arabie dans le conflit de l'Afghanistan ne peuvent que se traduire par une généralisation de la violence fondamentaliste à l'ensemble de la planète. Les attentats du 11 septembre 2001 lui donnent amplement raison et suscitent un regain d'analyses et de mises en garde. En 2002, les criminologues Alain Bauer et Xavier Raufer publient chez Jean-Claude Lattès *La guerre ne fait que commencer*, où ils théorisent toutes les dérives et extensions prévisibles du djihadisme dans tous les domaines, en particulier la probable transition de la délinquance de droit

1. Je ne les cite pas, il y faudrait plusieurs pages. Tous sont d'une très haute qualité et méritent d'être lus et profondément médités.

Sept pas vers l'enfer

commun vers la violence terroriste sous des formes hybrides dans les quartiers de non-droit des pays européens euphémiquement désignés comme « quartiers sensibles » ou, tout simplement, « quartiers » pour ne pas avoir à les qualifier. Puis, la pression se faisant plus grande, ce sont les journalistes Christophe Dubois et Christophe Deloire qui publient en 2004 chez Albin Michel *Les islamistes sont déjà là*.

Parallèlement, l'infatigable Caroline Fourest décortique la nocivité morbide et le double langage des Frères musulmans dans son *Frère Tariq* publié chez Grasset en 2004, où elle attaque de front la duplicité de Tariq Ramadan, petit-fils du fondateur de la Confrérie, qui était alors la coqueluche des plateaux télé, introduit au sein des salons parisiens en vogue par des milieux laïques bien-pensants. Viendront ensuite en 2005 le politologue Guillaume Bigot et le policier Stéphane Berthomet qui publient chez Ramsay *Le Jour où la France tremblera*. Derrière ce titre inutilement clinquant se révèle une étude entomologique fouillée de la transformation d'un mal-être social en machine de guerre politique.

Les uns et les autres analysent en détail les origines, les ressorts et les conséquences de la pénétration du salafisme militant et violent dans la société française. En 2009, l'auteur de thrillers portugais J.R. Dos Santos publie son *Furie divine*, œuvre de pure fiction, mais particulièrement réaliste et documentée, dans laquelle il décortique de façon clinique comment un jeune garçon égyptien passé fortuitement sous la coupe des

Marcher vers l'enfer

Frères musulmans est peu à peu transformé en impitoyable et efficace machine à tuer. Plus tard, et alors que le phénomène s'étend et se dramatise, quelques « courageux » osent encore se coller avec le problème. Au Québec en 2011, Djemila Benhabib dénonce dans *Les Soldats d'Allah à l'assaut de l'Occident* publié chez VLB l'agressivité des islamistes envers les démocraties et dénonce la lâcheté naïve des « arrangements raisonnables » par lesquels celles-ci croient pouvoir se prémunir du danger sans avoir à le regarder en face. Et en 2016, Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire et analyste du ministère de la Défense, dénonce sans nuance, mais avec une précision chirurgicale, l'instrumentalisation de la violence djihadiste dans son *Docteur Saoud et Mr. Djihad* publié chez Robert Laffont. Enfin, en 2019, c'est Mohamed Sifaoui qui publie à L'Observatoire *Taqiyya : comment les Frères musulmans veulent infiltrer la France* où il dévoile tous les stratagèmes de la Confrérie pour utiliser et subvertir les institutions et les lois de la République afin de mieux affermir son emprise sur les musulmans de France.

Plusieurs autres essais dans la même veine ont été publiés au cours de la même période sans avoir le même retentissement, comme le délicieux *Principal de collège ou Imam de la République* de Bernard Ravet chez J'ai lu. C'est peut-être mieux pour ces auteurs moins exposés, car tous ces lanceurs d'alerte avant la lettre ont été plutôt mal perçus et mal reçus, leurs mises en garde étant considérées comme inconvenantes. Si personne n'ose s'attaquer de front à Gilles

Sept pas vers l'enfer

Kepel, c'est parce que personne ne peut contester sa rigueur scientifique et la qualité de son travail. Mais l'Alma Mater, où pullulent ceux qui jaloussent sa renommée et l'exposition publique de ses travaux, ne lui facilite guère la tâche et se montre plus que parcimonieuse sur les moyens accordés à son équipe de recherche et sur l'avancement de son statut. Évincé de la Radio suisse, Richard Labévière, récupéré par Radio France internationale, a récidivé avec *Les Couloisses de la terreur* publié chez Grasset en 2003 où il enfonce le clou de son premier livre. Cela lui vaudra un peu plus tard et sous un motif fallacieux un nouveau licenciement, définitif cette fois, malgré un désaveu de la mesure par la justice administrative et l'octroi d'une confortable indemnité aux frais du contribuable. Alain Bauer et Xavier Raufer sont régulièrement dénoncés comme islamophobes, l'un pour son appartenance passée à la franc-maçonnerie, l'autre pour une jeunesse plutôt engagée à l'extrême droite étudiante que ni l'un ni l'autre ne dissimulent. Christophe Dubois et Christophe Deloire se sont abstenus de récidiver sur le sujet après avoir essuyé un torrent de critiques. Contraint de démissionner de la police, Stéphane Berthomet a émigré au Canada tandis que Guillaume Bigot est ouvertement dénoncé comme « facho » sur les plateaux télé. Djemila Benhabib m'a été décrite par des officiels de Montréal comme une « laïcarde intégriste » (*sic*). Caroline Fourest, régulièrement menacée de mort, ne doit sa survie médiatique qu'à ses autres combats en faveur de la cause des

Marcher vers l'enfer

femmes, de la liberté et du respect du droit. Mohamed Sifaoui, également menacé de mort et doté à ce titre d'une protection policière permanente, ne doit la sienne qu'à quelques solides amitiés que lui valent sa lucidité, son courage et sa détermination, en particulier celle d'Yves Calvi sur plusieurs médias.

Ce n'est pas la première fois que la collectivité nationale et ses élites détournent le regard face à des réalités menaçantes et vouent aux gémonies les Cassandre qui osent les évoquer. En sont autant d'exemples : la montée du nazisme dans l'Allemagne des années 1930, la réoccupation et la remilitarisation de la Rhénanie par la Wehrmacht en violation des traités internationaux, la guerre d'Espagne, l'Anschluss et l'annexion des Sudètes, la Shoah, le goulag et les crimes de la Russie stalinienne, les innombrables interventions américaines pour ramener dans le « droit chemin » à coups de pronunciamientos militaires les déviants de la ligne atlantiste. Mais c'est la première fois que les choses se passent chez nous, donc avec l'impossibilité d'en détourner le regard et avec l'impérieuse nécessité d'y remédier. Car contrairement aux terrorismes des années 1970 et 1980 et même au terrorisme modèle 11 Septembre à New York, ce ne sont pas des militants étrangers qui nous frappent après avoir été formés dans ce but par des adversaires bien identifiés. Ce sont nos enfants. Peu importe qu'ils soient résidents de longue date ou d'immigration récente, peu importe qu'ils soient « Français de souche », fraîchement naturalisés ou encore sous statut étranger

Sept pas vers l'enfer

régulier ou pas. Ils sont les produits de notre système social, éducatif et culturel défailant sur de nombreux points qui n'a pas su, pas pu ou pas voulu voir leur dérive, leur prise en main et leur utilisation par des mouvances sectaires de prédateurs eux-mêmes instrumentalisés par des États.

La technostructure et ses administrations, les élites politiques et intellectuelles, la recherche universitaire, le monde médiatique peinent en France à appréhender ce genre de phénomène multifactoriel qui met en jeu des chaînes de causalités relevant de disciplines différentes. Chacun reste crispé sur son domaine et sa spécialité qui constituerait selon lui l'alpha et l'oméga de la problématique. Chaque approche du problème excluant toutes les autres, on explique ainsi la transition à la violence salafiste tantôt par des raisons économiques ou d'emploi, tantôt par des raisons d'exclusion et de marginalisation sociale ou territoriale, par des raisons d'ordre diplomatique ou militaire, par des raisons sociologiques ou historiques incluant la mémoire de colonisations ou décolonisations mal conduites, etc. Mais, et cela traduit un peu les écueils de l'hypermécialisation et le dédain de la culture générale qui prévalent dans nos systèmes de formation depuis une quarantaine d'années, il n'existe aucun « lieu » de réflexion collective et de mise en commun des différents domaines d'expertise et de compréhension d'une réalité multiforme, à plusieurs dimensions et à plusieurs inconnues. Et dans le cas d'espèce, il y a même pis, car, comme le déplore à

Marcher vers l'enfer

juste titre Gilles Kepel, l'université et les différentes structures de formation témoignent de moins en moins d'intérêt et donc de moins en moins de moyens à l'étude et à la compréhension du monde arabe et musulman, de son histoire, de ses traditions, de ses flamboyances et de ses déchéances, de ses schémas culturels et ressorts de pensée, des courants idéologiques qui le parcourent.

Qui plus est, en France beaucoup plus que dans le reste de l'Europe, la connaissance du problème, sa perception et sa prise en compte ont été entravées, voire perverties, par la mémoire collective de la guerre d'Algérie. C'est en effet une mémoire à ce point clivée qu'elle exclut tout débat, toute étude et tout échange rationnel. La société française est en effet divisée en deux factions inconciliables : d'un côté on trouve ceux pour qui l'abandon de l'Algérie, seule véritable colonie de peuplement française depuis le XIX^e siècle, à des « hordes » qu'ils qualifient de barbares constitue une perte irréparable et un reniement national impardonnable. Pour ceux-là, il n'y a pas de place en France pour ces gens qui ont voulu leur indépendance au prix du sang, qui l'ont obtenue suite à une « trahison des clercs » et qui voudraient de surcroît s'établir maintenant sur le territoire de la Nation dont ils ont refusé la tutelle en profitant de ses bienfaits sans pour autant adopter ses lois et ses codes et en y important leurs pratiques et leur culture. Et depuis une dizaine d'années propices à la propagation des thèses conspirationnistes, certains croient voir dans ces

Sept pas vers l'enfer

mouvements de populations du Sud vers le Nord l'effet d'un complot mondial ourdi par on ne sait trop qui en fonction d'on ne sait trop quelle stratégie, pour organiser le « grand remplacement » des Européens par des masses islamisées du tiers-monde. Pour cette frange de l'opinion, il n'y a donc ni débat ni réflexion à avoir sur le phénomène. L'immigration maghrébine et l'islam qu'elle apporte doivent être rejetés, refusés en bloc, ramenés sur leurs terres d'origine et, si possible, éliminés.

De l'autre côté se trouvent ceux qui considèrent que l'aspiration des musulmans algériens à l'indépendance était légitime et justifiée, que les opérations militaires menées par la France assorties de leur cortège de brimades, de destructions et de tortures étaient en tous points condamnables. À leurs yeux, la France s'est rendue coupable d'atteintes impardonnables aux droits de l'homme et des peuples qu'elle doit expier dans la repentance permanente, des réparations en tous genres, la tolérance pour toutes les transgressions des victimes et un accueil inconditionnel et bienveillant à ceux de ces « martyrs du colonialisme » qui voudraient s'établir sur le territoire de l'ex-colonisateur.

Le seul point commun à ces deux postures est le refus irrationnel érigé en principe de tout débat, de toute réflexion, de toute étude. Pour les uns, c'est le rejet inconditionnel et indiscutable de l'immigration maghrébine et de l'islam. Pour les autres, c'est l'acceptation inconditionnelle et indiscutable de cette même

Marcher vers l'enfer

immigration et des valeurs qu'elle porte. Comme on le verra, c'est sur cette double inconditionnalité que se sont bâtis et confortés en France pendant quarante ans l'ignorance, l'aveuglement volontaire et le déni des problèmes politiques, culturels et sociaux inévitablement inhérents à une immigration massive incontrôlée et mal gérée faute d'en comprendre les ressorts, les courants et les conséquences.

Mais pour comprendre, il faut d'abord savoir. Sans aller jusqu'à la caricature d'une Condoleezza Rice propulsée en février 2001 au poste de conseillère à la Sécurité nationale de George W. Bush qui, à l'été 2001, assénait un « *But who is this guy?* » à qui-conque lui parlait d'un certain Oussama Ben Laden, il existe manifestement en Occident, et en particulier en France, une ignorance pyramidale de la manière dont le monde musulman en général et nos communautés immigrées nous perçoivent. La façon dont la jeunesse de ces communautés confond le respect auquel elle aspire avec la peur qu'elle inspire demeure pour beaucoup incompréhensible. Et ce n'est pas en multipliant les bons sentiments et les bonnes intentions qu'on pourra comprendre. Bien au contraire. C'est pourquoi il faut dépasser l'évidente réalité du terrain proche pour remonter toute la chaîne des causalités, racines historiques, projets, objectifs, utilisations de la violence djihadiste pour pouvoir intervenir sur les points faibles de cette chaîne et la rompre.

Sept pas vers l'enfer

Certains ne manqueront pas de me reprocher mes fréquentes excursions en direction du point Godwin¹. Je les assume, car c'était inévitable dans la mesure où les idéologies fondées sur le salafisme présentent des frappantes similitudes avec les idéologies fascistes de l'Europe du XX^e siècle : même foi irrationnelle dans un corpus idéologique totalitaire, même rejet de la culture et du sens critique, même violence, même duplicité, même mépris de l'individu et du droit, même haine des juifs et, plus généralement, des « autres ». Et ce n'est pas un hasard, comme on le verra plus loin, si la Confrérie des Frères musulmans a entretenu une collaboration et des rapports étroits avec l'Allemagne nazie entre 1930 et 1945 puis avec les nostalgiques de l'ordre hitlérien jusqu'à nos jours.

Contrairement à un fantasme souvent évoqué en Occident et sur lequel jouent volontiers aussi bien les leaders populistes et nationalistes européens que les idéologues du salafisme dans des discours enflammés pour galvaniser les troupes, les promoteurs de la violence islamiste ne sont pas des imbéciles illuminés qui auraient la volonté d'islamiser la planète entière et d'y instaurer un califat mondial. Si l'on ne dispose pas d'un instrument de contrainte puissant et résolu

1. Selon une constatation empirique énoncée en « loi » par l'avocat américain Michael Godwin en 1990, plus une controverse politique dure, plus la probabilité d'y trouver une comparaison impliquant les nazis ou Adolf Hitler s'approche de un.

Marcher vers l'enfer

qui assure le « service après-vente » comme les premiers conquérants arabes, les conquistadors espagnols ou les troupes coloniales européennes, il serait d'ailleurs complètement stupide et contre-productif de vouloir convertir des gens à une foi ou à une croyance en commençant par les massacrer ou les terroriser. Ce genre d'interventionnisme est voué à l'échec, comme le notait déjà Robespierre il y a plus de deux siècles :

« La plus extravagante idée qui puisse naître dans la tête d'un politique est de croire qu'il suffise à un peuple d'entrer à main armée chez un peuple étranger, pour lui faire adopter ses lois et sa constitution. Personne n'aime les missionnaires armés ; et le premier conseil que donnent la nature et la prudence, c'est de les repousser comme des ennemis. »

De fait, l'objectif premier de la dissidence et de l'agressivité djihadiste, ce sont les musulmans eux-mêmes que les processus en spirale de la violence et de la contre-violence doivent rendre haineux et haïssables afin de permettre aux idéologues du salafisme de mieux les isoler du reste du monde pour mieux les dominer. C'est pourquoi, tout en assurant le suivi quotidien et indispensable, mais sans fin, des exécutants, il faut surtout connaître et neutraliser les instigateurs et les utilisateurs du terrorisme islamique et, pour cela, entrer dans leur monde. C'est faire quelques pas dans les différents cercles de

Sept pas vers l'enfer

l'enfer : le cercle du terrorisme, le cercle du salafisme, le cercle des employeurs de la violence islamiste, le cercle des engagements militaires sans fin, le cercle des erreurs sécuritaires, le cercle de la bien-pensance et enfin le cercle de ces bonnes intentions dont l'enfer est pavé.

LES RESSACS DE LA VIOLENCE

*Le terrorisme, phénomène récurrent,
mais toujours incompris des politiques français*

Avant l'actuelle vague de violence terroriste qui connaît elle-même plusieurs « saisons », la France contemporaine a connu trois grandes vagues de terrorisme international. Je ne retiens pas ici nos problèmes internes de terrorismes irrédentistes (Basques, Corses et même Bretons) qui relèvent d'une autre logique et d'une autre approche. Ayant rejoint les services de renseignement l'année de la prise d'otages aux jeux Olympiques de Munich et à peine deux ans après le détournement multiple d'aéronefs puis leur destruction par le FPLP sur l'aéroport de Zarka en Jordanie qui signalait ainsi les débuts du terrorisme euro-palestinien, j'ai donc eu la chance discutable de toutes les connaître et d'avoir à m'en occuper.

La première vague du terrorisme international dans les années 1970 s'articulait autour de groupuscules gauchistes d'Europe (Action directe, Brigades rouges,